

Nouvelle "lettre aux parents"

Réponse à Éric Weill, Président de la Fédération OCCE (Office Central de la Coopération à l'École)

L'Office Central de la Coopération à l'École est une "Association 1901" reconnue d'utilité publique. Ce en quoi, elle doit respecter la plus stricte intégrité intellectuelle en ce qui concerne le respect de la laïcité et de la liberté de "penser par soi-même" en dehors de la propagande homosexuelle du lobby LGBT à l'école. Éric Weill nous apprend que *"la Coopérative scolaire est une association d'élèves et d'adultes à l'École au service d'une éducation citoyenne "responsable et solidaire"*. Bien sûr, il ne précise pas le sens de l'idéologie cachée derrière ce vocable bien pensant d'éducation citoyenne "responsable et solidaire". Mais, si on veut saisir le sens politique caché sous-jacent, il suffit de lire le "Communiqué de presse" de la Fédération nationale de l'OCCE daté de Paris, le 6 février 2014, destiné à tromper les familles sur les intentions politiques cachées et à manipuler l'opinion. Éric Weill poursuit : *"Comme à chaque rentrée scolaire, il va être question, dans toutes les écoles, de la Coopérative scolaire"*. En ce qui concerne *"les objectifs poursuivis par cette dernière"* et *"à quoi est utilisé l'argent qui est demandé"* aux familles, Éric Weill précise que les coopératives scolaires sont *"des regroupements d'adultes et d'élèves qui décident de mettre en oeuvre un projet éducatif s'appuyant sur la pratique de la vie associative et coopérative"*. Leur but, *"c'est l'éducation à la citoyenneté"*. On se demande pourquoi il faut faire payer aux familles "un supplément", alors que c'est la mission normale de l'éducation publique "gratuite" dite Éducation Nationale. À quoi sert cet argent ainsi collecté ? Au *"projet pédagogique et à son financement"*. Lisons la lettre d'Éric Weill : *"Le but est d'éduquer les élèves (par l'apprentissage de la vie associative et la prise de responsabilités réelles en fonction de leur âge) à leur futur rôle de citoyens."*

La coopérative assure donc une mission de sous-traitance, en matière d'éducation civique, mission normalement dévolue à l'Éducation Nationale. Pour se faire, elle *"s'appuie sur des valeurs humanistes faites de démocratie, de solidarité, de fraternité, d'équité, de respect humain. C'est ainsi l'outil éducatif qui permet au quotidien tous les apprentissages"*. Si on comprend bien, la Coopérative scolaire supplée à l'outil éducatif carencé de l'Éducation Nationale, qui serait incapable d'accomplir sa mission d'éducation civique.

Où va l'argent ainsi collecté ?

Éric Weill répond que *"les principes généraux du fonctionnement de la coopérative scolaire sont ceux de toute association : gestion démocratique, rigueur et transparence comptable. Comme association, elle a des projets et (elle a) besoin de fonds pour les réaliser... La plupart du temps, il est proposé (= demandé) aux familles une participation financière en début d'année scolaire. Il ne peut s'agir que d'un soutien "volontaire et modique", qui manifeste la volonté de soutenir les actions de la coopérative de l'école ou de la classe"*. Mais, est-ce bien ainsi que les choses se passent, quand on sait les pressions exercées sur les familles ? C'est pourquoi les familles sont "invitées" à prendre *"une part active "indispensable" à la réalisation des projets de la coopérative"*... Pour les familles, *"participer activement à la vie de la coopérative... c'est apprendre à débattre, à décider, à mettre en oeuvre, à évaluer..."* C'est l'éducation des familles à la citoyenneté politique.

"Les coopératives scolaires adhérentes de l'OCCE paient une cotisation qui donne accès à (divers) services... L'affiliation à l'OCCE permet aux responsables des coopératives de bénéficier de conseils juridiques, comptables, pédagogiques. Une convention avec le Ministère de l'Éducation Nationale permet aux enseignants de participer aux formations pédagogiques, juridiques et comptables organisées par l'OCCE."

Tout cela est bel et bon, et le dessous de cartes apparaît plus clairement dans le Communiqué de presse de la Fédération nationale de l'OCCE daté de Paris, le 6 février 2014, destiné à tromper les familles et à manipuler l'opinion. Selon le slogan affiché par la Fédération nationale de l'OCCE (101 bis rue du Ranelagh 75016 Paris), *"Relevons ensemble le défi de l'égalité des droits"*, chacun doit pouvoir faire un usage raisonné et raisonnable de *"l'égalité des droits"* de réponse, selon les règles de l'opposition déterminée à la tyrannie idéologique de la "théorie du genre" dans l'École de la "république" et des *"gender studies"* du lobby LGBT.

Quand on lit, à travers la propagande des groupes d'activistes homosexuels, transsexuels, bisexuels, de ce "Communiqué de presse", que : *"L'école publique est aujourd'hui la cible d'attaques nauséabondes de la part d'extrémistes dont l'objectif est de déstabiliser l'École Républicaine en semant la peur et la confusion auprès des parents d'élèves"*, il faut bien comprendre que : L'école publique est aujourd'hui la cible d'attaques nauséabondes de la part du féminisme extrémiste et du lobby LGBT dont l'objectif est de déstabiliser l'École Républicaine en semant la peur et la confusion sexuelles auprès des parents d'élèves. On lit ensuite dans ce "Communiqué de presse" assurément *"nauséabond"* que : *"Des SMS, des tracts et des messages véhiculant des rumeurs mensongères via les réseaux sociaux sont acheminés auprès de parents d'enfants scolarisés dans le premier degré. Ceux-ci les appellent à retirer, de manière perlée, leurs enfants de l'école. Ce sont les valeurs de la République et de son École qui sont mises à mal par la "contestation du dispositif" ABCD de l'égalité."* En clair, il est interdit aux familles de "contester le bien fondé du dispositif des ABCD de l'égalité."

Traduction "pour les gens normaux" des mensonges de la propagande du lobby LGBT : Ce sont les valeurs de l'idéologie sexiste faussée de la République et de "son" École qui font l'objet de la contestation des familles "normales". Et ce sont bien les valeurs de la République et de "son" École qui sont mises à mal par la propagande sexuelle malsaine, éhontée et incessante, des "groupes d'extrémistes", d'activistes homosexuels, transsexuels, bisexuels, à l'origine du dispositif des ABCD de l'égalité.

Le Communiqué de "L'Office Central de la Coopération du lobby LGBT à l'École" poursuit : *"Face à une instrumentalisation politique et à des pratiques d'intimidation, nous devons nous mobiliser pour enrayer cette campagne de dénigrement du travail mené dans les classes, en renforçant une "véritable" communauté éducative au sein des écoles, en associant "véritablement" les familles et les élèves au projet éducatif commun"*. Traduction en clair : Face à une instrumentalisation politique de l'École par le lobby LGBT et à des pratiques d'intimidation du pouvoir et de tyrannie idéologique du lobby LGBT, seule la liberté d'expression en démocratie permet à l'opposition de se mobiliser pour enrayer la campagne de propagande homosexuelle outrancière, en forme de travail soi-disant pédagogique, menée dans les classes de l'École de la République.

La propagande homosexuelle du lobby LGBT à l'École de la République voudrait associer, par le biais de l'Office Central de la Coopération, "véritablement" les familles et les élèves au projet éducatif mensonger commun, sous la direction politique du lobby LGBT, digne de la propagande soviétique, en renforçant une véritable perversion de la dictature homosexuelle du lobby LGBT dans la communauté éducative au sein des écoles de la République. "L'Office Central de la Coopération à l'École" critique le "dénigrement" du féminisme extrémiste et du lobby LGBT, dont l'objectif est de politiser l'École de la République, par l'opposition résolue et le mouvement de contestation des familles "normales".

C'est pourquoi les mensonges de la propagande continuent, en essayant de "neutraliser le débat" que l'Office Central de la Coopération à l'École a lui-même créé : *"La réalité n'a en effet rien à voir avec la "fiction imaginée" par ceux qui cherchent à discréditer "notre" École publique"*. Comprenez que les fonctionnaires, agissant sous la direction idéologique du lobby LGBT, seraient injustement discrédités, non pas par leur propre incompetence et par leur propre amateurisme politique, mais par des "fictionnaires" ! Aussi, le mouvement de contestation des familles "normales" serait, quant à lui, l'auteur de la "fiction imaginée" par ceux qui cherchent à discréditer la propagande homosexuelle du lobby LGBT à l'École de la République !

Comme la propagande du lobby LGBT est devenue le "nouvel opium du peuple" à la mode, on peut lire : "Endormez-vous !" dans la fin de ce Communiqué de presse à visée hypnotique et euphorisante : *"Au sein des classes et des coopératives scolaires, par les actes et postures professionnels, les enseignants font "vivre" aux enfants, filles et garçons, des projets collectifs dans lesquels "les mêmes droits" sont reconnus à tous. Ainsi, nous faisons valoir les principes et les valeurs (de la propagande homosexuelle du lobby LGBT à l'école) auxquels l'OCCE est attaché : solidarité, coopération, démocratie, liberté, égalité, fraternité et laïcité (laquelle est fortement écornée par la propagande homosexuelle du lobby LGBT à l'école), en un mot : notre République"*, la République selon la tyrannie de l'idéologie sexualiste faussée du lobby LGBT à l'école.

Voilà ce qu'on a pu lire dans le Communiqué de presse de la Fédération nationale de l'OCCE, pour éclairer les familles qui seraient émues par le contenu idéaliste de la "lettre aux parents", signée par Éric Weill, le Président de la Fédération OCCE (Office Central de la Coopération à l'École).